

COMMUNIQUE DE PRESSE

Réorganisation de la Direction Départemental des Finances Publiques : **Solidaires Finances Publiques boycotte le Comité Technique Départemental.**

Ce 28 septembre doit se tenir un Comité Technique Local dont l'ordre du jour est la réorganisation des services de la Direction Départementale des Finances Publiques de Seine et Marne, et ce uniquement pour l'année 2016.

Solidaires Finances Publiques, 1ère organisation syndicale, ne participera pas à cette réunion qui n'a pour seul objectif, de réaliser des économies budgétaires au détriment du service public et des agents.

Ces réorganisations sont la déclinaison de la démarche stratégique entamée par la Direction Générale des Finances Publiques. Ce plan prévoit d'importantes réorganisations consistant au regroupement de services, à la suppression de trésoreries locales et de sites et fait la part belle à la dématérialisation comme en témoigne la perspective de l'obligation de télédéclarer pour les contribuables dont les revenus sont supérieurs à 50 000 €, avant une éventuelle généralisation à tous les contribuables.

A la Seine et Marne, la Direction Départementale envisage notamment :

- le transfert du service de l'enregistrement (droit de succession, enregistrement d'une entreprise, ...) situé à LAGNY sur MARNE vers la Cité Administrative de MEAUX, puis de regrouper les services d'Enregistrement du département vers le service de la Publicité Foncière à MEAUX et à MELUN.
- La fusion administrative des Services des Impôts des Entreprises de MELUN et de NEMOURS.
- le transfert du service des impôts fonciers des particuliers de FONTAINEBLEAU et MELUN par un regroupement vers les SIP (MONTEREAU, FONTAINEBLEAU et MELUN)
- le transfert des bases foncières des entreprises par un regroupement vers les SIE MEAUX et MELUN
- la suppression des trésoreries de LA CHAPELLE LA REINE, CHATEAU LANDON et ST FARGEAU PONTIERRY

Toutes ces réorganisations sont imposées par une adaptation de nos structures à la faiblesse de nos moyens, et ce au détriment de la qualité du service public et de sa proximité, au détriment également des agents. Ces derniers sont constamment brinquebalés de réorganisations en réorganisations depuis des années conduisant à une perte de repère et à une dégradation insupportable des conditions de vie au travail.

Et Solidaires Finances Publiques déplore l'omerta de la DDFIP sur les réorganisations qui suivront les années suivantes...

Depuis 2002, la DGFIP a connu 32 000 suppressions d'emplois soit près de 25 % de moyens en moins, quand la charge de travail augmente de 25 %. En Seine et Marne, ce sont 500 emplois qui ont été perdus dans cette même période à la DDFIP 77. Les conséquences se mesurent chaque jour avec une dégradation inexorable du service public, un réseau de moins en moins de proximité et une dégradation forte des conditions de travail des agents. La prochaine loi de Finances envisage encore une réduction budgétaire insupportable dans notre Direction qui se traduira par une baisse du budget de fonctionnement comme de nouvelles suppressions d'emplois.

Pour Solidaires Finances Publiques 77, le service public et les agents vont « dans le mur ». Il a beau alerter la Direction Départementale sur l'ensemble des difficultés à maintenir un service public que les agents souhaitent de qualité, la DDFIP n'écoute pas. Cette dernière nous oblige à passer à l'action pour se faire entendre et le 8 octobre nous serons mobilisés.

Face à la rupture du dialogue par la DDFIP, Solidaires Finances Publiques réclame l'ouverture de discussions qui lient intérêt des agents et intérêt du service public.

Melun, le 28 septembre 2015,

Contact : Patrice BREMENT (06 58 63 21 24)